

# MADAGASCAR

## Revue de Presse avril 2007

### POLITIQUE INTÉRIEURE : REFERENDUM CONSTITUTIONNEL DU 4 AVRIL

**Les catholiques réitèrent leur désaccord sur l'organisation du référendum** : ils déplorent le peu de temps consacré aux débats et aux explications du texte. La coïncidence entre la période cyclonique et le référendum est également évoquée. Mais les catholiques contestent aussi "le pouvoir exorbitant accordé au Président de la République" et "le pouvoir symbolique laissé aux deux chambres du Parlement". Des fidèles ont perçu la déclaration comme une invitation à voter « non ». Marcel Ranjeva, ministre des Affaires étrangères, de confession catholique, a tenu à rappeler que l'Église n'avait donné aucune consigne de vote. Les protestants de la Fjkm n'ont pas fait état de réserves et ont lancé un appel à voter, en dépit des circonstances climatiques et des souffrances provoquées par les récents cyclones. Le président justifie le maintien de la date du 4 avril par le fait que le mandat des sénateurs arrive à son terme fin avril. (D'après L'Express des 02 et 03/04/2007)

**Les électeurs ont boudé le référendum : le taux d'abstention avoisine les 56 %**. De nombreux facteurs expliquent ce score : la proximité de l'élection présidentielle, la précipitation à procéder au référendum, les motifs peu convaincants avancés par le camp du « oui », l'absence de mobilisation des partisans du « non », les dégâts et souffrances provoqués par les nombreux et récents cyclones, et surtout le désaccord de l'Église catholique. Le taux d'abstention n'avait été que de 38% lors du scrutin présidentiel du 3 décembre. (D'après L'Express, Midi, Les Nouvelles et Tribune du 05/04/2007, Afp du 07/04/2007)

Le Fmf/Cnoe cherche à engager la responsabilité du gouvernement : "Avant que la date n'ait été fixée, nous avons déjà essayé de convaincre l'opinion, afin que le référendum ne se tienne pas en période de pluie. Mais on n'a pas considéré notre recommandation", a-t-il rappelé. Le Kmf/Cnoe concède que la société civile n'a pas bien accompli sa mission de sensibilisation des électeurs. Mais il considère aussi la précipitation de l'organisation du référendum comme facteur de la défaillance. (D'après L'Express du 06/04/2007)

**La neutralité de l'administration mise à l'index par le Kmf/Cnoe** : cet organe chargé de l'observation des élections donne un satisfecit au gouvernement pour la rapidité de la collecte des résultats et l'amélioration des préparatifs par la réduction des anomalies, mais il déplore le non respect de la neutralité de l'administration, l'inertie de la société civile ainsi que la non implication de la société politique dans le référendum. L'implication des fonctionnaires, ou encore la politique de distribution, pendant la campagne électorale est également dénoncé par le Ffkm. (D'après Les Nouvelles du 12/04/2007 et L'Express du 17/04/2007)

**75,4% pour le « oui », le score espéré de 80% n'est pas atteint**. Cette fois-ci, la province d'Antananarivo n'est plus la première à avoir massivement voté pour la cause défendue par Marc Ravalomanana : le « oui » n'y a obtenu que 63% des voix. La province de Toliara, où le président Ravalomanana a réalisé un mauvais score aux présidentielles, caracole en tête des 6 provinces avec 85,4%. Mais, fait significatif, toutes les capitales des « provinces autonomes »,

à l'exception d'Antananarivo, on voté majoritairement « non ». (D'après Tribune du 10/04/2007)

**La plate-forme des partisans du « non » conteste les résultats :** « Il n'y jamais eu de fraude aussi flagrante que cette année. Aussi, nous lançons un appel aux citoyens à se manifester contre cette injustice. Nous faisons aussi appel à la communauté internationale car nous sommes sinistrés sur tous les plans, qu'on nous vienne en aide » a annoncé l'un de ses représentants, Pierre Houlder. L'opposition dénonce des fraudes qui se seraient produites lors du déroulement du scrutin et lors de la compilation des résultats, mais sans apporter pour l'instant de preuves irréfutables de ses allégations qui permettraient de saisir la Hcc. L'un des candidats malheureux à la présidentielle s'est étonné que le « oui » l'emporte largement dans des régions où le président Ravalomanana, avait obtenu un très faible score à la présidentielle. Une panne informatique "providentielle" d'une journée aurait permis de renverser la tendance en faveur du pouvoir et des partisans du "oui" En revanche, des falsifications de vote en faveur du « non » se seraient produites dans le nord du pays. Aucun observateur international n'a suivi le déroulement des opérations. (D'après Les Nouvelles et Afp du 07/04/2007, Matera du 11/04/2007, Midi du 12/04/2007, Midi, Tribune, Les Nouvelles du 14/04/2007, Témoignages Réunion du 16/04/2007)

**Le mouvement catholique « Justice et paix » révèle des inversions de résultats lors du référendum :** son rapport d'observation n'est pas encore bouclé mais certaines anomalies sont déjà identifiées et dénoncées, notamment l'inversion des résultats au cours de leur centralisation. L'association s'est appuyée sur des informations communiquées par les diocèses. (D'après Les Nouvelles du 21/04/2007)

**La Hcc a proclamé les résultats officiels le 27 avril.** 6 requêtes ont été déposées, dont 2 ont été déclarées fondées. Les 4 autres ont été rejetées pour non production de preuves. (D'après Midi du 29/04/2007)

**Jean Claude Boidin, chef de mission de la délégation européenne : "Le code électoral est à revoir".** Après deux scrutins majeurs, il attire l'attention de Marc Ravalomanana sur la nécessité d'apporter des améliorations, notamment dans les domaines suivants : l'accès aux médias, le financement de la campagne électorale, le code électoral, le bulletin unique et le renforcement du rôle et de l'indépendance du Cne. « 26% des Malgaches en âge de voter, et en particulier des femmes, seraient encore exclus des listes », a-t-il soutenu. L'ambassadeur affirme le soutien de l'Union européenne au Conseil national électoral CNE, dont il convient de renforcer l'autonomie et la capacité d'action. (D'après L'Express du 25/04/2007)

**Le référendum dans la presse suisse :** « Marc Ravalomanana joue les messies ». Le journal « La liberté » aborde successivement la laïcité de l'État, la régionalisation, la mise en garde de l'Église Catholique sur le projet et la promotion de la langue anglaise au rang de la langue officielle. Concernant la suppression de la laïcité de l'État et le renforcement des pouvoirs du président de la République, « La liberté », considère que « Ravalomanana est de plus en plus perçu comme un despote se prenant pour le « bras de Dieu ». Une ambiance messianique règne au sommet de l'État. (D'après Tribune du 13/04/2007)

**Tentative d'attentat contre Marc Ravalomanana la veille du référendum :** cette révélation tardive émane du Premier ministre, qui n'a pas donné de détails sur les circonstances de l'attaque du domicile du Président de la République. La classe politique se montre dubitative et refuse de se prononcer pour l'instant. Les annonces d'"attentat" contre le chef de l'État se sont multipliées ces derniers mois, sans que l'on puisse toujours apprécier la réalité des faits. (D'après L'Express du 14/04/2007)

Ils sont une dizaine de personnes, tous militaires, à avoir été arrêtés. Un officier supérieur de la gendarmerie serait parmi les commanditaires de l'acte. Ils seront déférés au parquet dans les prochains jours. (D'après L'Express du 30/04/2007)

**Roland Ratsiraka incarcéré** : le maire suspendu de Toamasina et six de ses collaborateurs ont été mis sous mandat de dépôt. Trois chefs d'inculpation sont retenus contre eux, dont la charge de détournement de 80 millions Ar. destinée à l'enlèvement des ordures ménagères. Des échauffourées ont eu lieu dans la ville. Cette affaire simplement pénale à l'origine est en train d'être fortement politisée. Le Comité national de soutien du "non" au référendum se solidarise avec le maire et tente de mobiliser les provinces. Les défenseurs du candidat malheureux à la présidentielle rappellent son rôle temporisateur lors des troubles de 2002 : sans son intervention, la ville de Toamasina aurait été à feu et à sang. Le quotidien La Gazette titre : « *non à la dérive ethnique !* ». Du fait des manifestations qui se sont déroulées dans la ville à la suite de l'arrestation, le droit de visite a été suspendu pour sa famille. Des politiques de l'opposition condamnent le « *silence complice* » des chefs d'église du Ffkm et de la communauté internationale, ils se disent préoccupés par leur sort. Des représentations diplomatiques se sont toutefois manifestées pour obtenir de plus amples informations sur cette affaire. (D'après L'Express et Tribune des 18 et 20 et 23/04/2007, Les Nouvelles du 24/04/2007))

**Des foyers de tensions sur les côtes** : depuis le référendum, le pays est entré dans une zone de turbulences. Les foyers de tension se multiplient dangereusement. Les contentieux avec le pouvoir n'ont cessé de se multiplier : les résultats contestés du référendum, le mandat de dépôt de Roland Ratsiraka, la mise à l'écart massive des généraux notamment « *côtiers* », la quasi-exclusion aux hauts emplois des cadres issus des provinces côtières, l'emprisonnement de personnalités politiques, le cas toujours non réglé des déportés de 2002, les délestages qui se généralisent. Des parlementaires et des leaders politiques sillonnent les centres urbains en vue de rameuter la population. Mais Marc Ravalomanana conserve pour l'instant le soutien des provinces centrales. (D'après Tribune et Le Quotidien du 20/04/2007, L'Express du 25/04/2007, Midi du 26/04/2007)

**Discrimination : les métis « nationaux » condamnent la nouvelle Constitution** : l'opérateur économique et président du Parti des fédéralistes de Madagascar - PFM - Henri Lecacheur, ancien Conseiller du président de la République, se mobilise pour condamner le nouvel article de la Constitution qui interdit l'accès aux fonctions de président de la République aux métis. Ceux-ci (Indiens, Chinois, Arabes, Français...) pèsent lourds dans l'économie du pays. « *Il ne faut pas oublier que plusieurs, parmi nous, n'ont jamais pu obtenir la nationalité malgache, alors que leurs familles habitent Madagascar depuis deux à trois générations* », a-t-il déclaré. (D'après Tribune du 18/04/2007)

**Les chantiers électoraux à venir** : le président Ravalomanana a annoncé les échéances électorales à venir : « *la prochaine élection concernera le Sénat* », a déclaré le chef de l'État. Il précise : « *le mandat des sénateurs prendra fin le 30 avril, mais ils vont encore siéger lors de la prochaine session parlementaire* ». Le Président a la possibilité de décider par ordonnance de la date de renouvellement de ses membres. Il est également habilité à déterminer ceux qui vont constituer le collège électoral du Sénat. La Loi fondamentale révisée se contente de rappeler que deux tiers des sénateurs seront élus tandis qu'un tiers est désigné. Après les sénatoriales, « *il y aura les communales* ». La question se pose de l'avenir de l'Assemblée nationale, dont le mandat doit prendre fin mi-janvier 2008. (D'après L'Express des 07 et 16/04/2007)

## DROITS HUMAINS, CONSEIL DES DROITS DE L'HOMME

**Madagascar candidat au Conseil des Droits de l'homme :** la candidature de Madagascar vient d'être retenue par la sous-région Afrique de l'Est, pour la représenter à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008. Pour le mandat en cours, la sous-région est représentée par Djibouti et Maurice. Madagascar brigue le troisième siège. L'élection, prévue en mai 2007, sera l'occasion pour Madagascar de démontrer son attachement aux droits de l'homme et sa capacité d'agir sur la scène internationale. Cette candidature entre dans le droit fil de l'Engagement "Gouvernance responsable" du Map. (D'après *Le Quotidien et Les Nouvelles* du 02/04/2007)

**Droit des handicapés : un fonds social à défaut de la ratification du traité.** Le récent appel du Collectif des associations des personnes handicapées (Coph) à la ratification par l'État de la Convention internationale relative à leurs droits n'a toujours pas eu d'échos. Par contre, la Présidence a annoncé le déblocage d'un fonds social. 80 pays ont signé fin mars cette convention, le tiers a déclaré procéder à sa ratification avant mi-avril. Madagascar a pourtant été parmi les pays qui ont oeuvré activement durant 4 ans pour l'adoption de cette convention grâce à l'appui d'Handicap international. (D'après *Les Nouvelles* du 02/04/2007)

**Le Rapport national sur le développement humain (Rndh) 2006,** présenté en présence du Représentant du Pnud, est axé sur le thème "*Technologies de l'Information et de la Communication et développement humain*". Il analyse l'évolution de l'indice du développement humain à Madagascar et propose des recommandations afin d'améliorer la santé, la création de richesse ou la participation dans les affaires publiques. Des progrès ont été accompli notamment au niveau de l'environnement institutionnel et des constructions d'infrastructures sanitaires ou scolaires. Le rapport note qu'existe une forte volonté politique pour la promotion de la bonne gouvernance, mais les discours doivent être accompagnés d'actes concrets. Les Tic, devraient être utilisées au service de la bonne gouvernance, point sur lequel le président Ravalomanana insiste également : pour lui, les Tic sont des éléments du développement au même titre que les routes. (D'après *Tribune* du 05/04/2007)

**Le gouvernement et les partenaires sociaux sollicitent l'appui du BIT pour préserver la dignité, la liberté, la sécurité et l'égalité au travail.** Un projet d'appui à la mise en œuvre de la déclaration de l'OIT relative aux principes et droits fondamentaux au travail va être élaboré. Une part essentielle du projet réside dans le renforcement de capacités des syndicats ainsi que dans la sensibilisation des futurs cadres de l'administration aux principes et droits fondamentaux au travail. Le projet entend aussi améliorer le dialogue social en passant par le cadre juridique et législatif. Le BIT bénéficie pour ce faire d'un financement du gouvernement français. (D'après *Les Nouvelles* du 17/04/2007)

**L'Aumônerie catholique des prisons informe les médias sur le droit de défense des détenus.** Cette manifestation entre dans le cadre des préparatifs d'une grande rencontre sur le droit de défense des prévenus qui verra la participation des associations et organismes partenaires oeuvrant pour la promotion des droits des détenus. Les avocats et es fonctionnaires de l'administration pénitentiaire ont déjà bénéficié de cette information. Au terme du chantier, un document sur la promotion de ces droits sera soumis au Parlement. (D'après *Les Nouvelles* du 21/04/2007)

**Discriminations à l'égard des malades du Sida :** un réseau formé par des leaders religieux malgaches, en vue de lutter contre la stigmatisation et à la discrimination des porteurs de Vih verra le jour prochainement. Réticents au début, les leaders religieux ont admis qu'il était nécessaire de combattre la discrimination et la stigmatisation dont ils sont trop souvent l'objet. (D'après *Tribune* du 23/04/2007)

**Trois Malgaches à une formation internationale sur les droits humains à Pretoria :** ils représentent l'Union nationale malgache des droits humains, le collectif des organisations des personnes handicapées et une organisation environnementale. Cette session annuelle organisée par le Human Rights Trust of Southern Africa (Sarhit) est institutionnalisée depuis 2002. Elle regroupe 600 participants de pays anglophones des cinq continents. Madagascar est l'unique pays francophone à y participer. Cette année, les travaux porteront sur les droits de l'enfant et les Desc. (D'après *Les Nouvelles* et *La Gazette* du 24/04/2007, *L'Express* du 25/04/2007)

## **BANQUE MONDIALE, NATIONS UNIES, BAILLEURS DE FONDS**

**Banque mondiale/Ida : un financement de 30 millions de dollars au titre de la première tranche du Programme régional d'infrastructure de communications (Rcip)** qui vient en complément des initiatives de câbles sous-marins pour connecter l'Afrique orientale et australe, et notamment le câble sous-marin de l'Afrique de l'Est (EASSy) développé par des opérateurs de télécom [cf. le gigantesque marché signé avec Alcatel-Lucent], avec l'appui de la Sfi. Rcip va contribuer à améliorer la connectivité à haut débit élément essentiel pour le développement et la compétitivité économique de la région. (D'après *Les Nouvelles* du 05/04/2007)

**Micro finance : 5 millions de dollars de la Banque mondiale.** Ce crédit sans intérêts, débloqué par l'Ida sur une période de 40 ans, devra permettre de mettre en œuvre le Map pour le développement du secteur financier. Le projet est prolongé jusqu'en juin 2009. (D'après *L'Express* et *Tribune* du 12/04/2007)

**Le Fonds international de développement agricole (Fida) accorde 64,2 millions de dollars pour la période 2007-2012**, ce qui représente un doublement de l'enveloppe. Ce nouveau programme est basé sur l'engagement de tous les acteurs concernés, notamment les communautés rurales les plus vulnérables. Il permettra de mettre en place de nouvelles opérations de développement favorisant la croissance régionale, l'augmentation des revenus ruraux et la gestion des risques par les familles en situation précaire. (D'après *Les Nouvelles* du 07/04/2007)

**L'Onu accorde 7,5 millions de dollars pour la lutte contre le Sida :** ce financement, qui constitue un soutien budgétaire pour l'année 2007, sera notamment destiné au renforcement de l'application des lois relatives aux droits des personnes vivant avec le Vih. Selon les estimations, 12 000 séropositifs n'ont pas encore été dépistés et 200 millions de dollars sont nécessaires d'ici 2012 pour freiner la propagation de la maladie. Le taux d'infection a progressé ces dernières années : il est de 1,4% pour les hommes et de 1,9% pour les femmes pour la tranche d'âge des 15 - 24 ans, mais c'est un taux relativement bas par rapport à certains pays africains. Les autorités insistent sur l'urgence du dépistage volontaire, qui devrait concerner 400 000 personnes cette année. (D'après *Les Nouvelles* du 03/04/2007)

## **PROBLEMES ENERGETIQUES**

**Jirama : le contrat de Lahmeyer international n'a pas été prolongé.** Ce qui met fin aux engagements de Bernhard Romahn vis-à-vis de cette société d'ingénierie allemande à qui la gestion de la Jirama avait été confiée jusqu'au 31 mars 2007. Bernhard Romahn, directeur général, est cependant maintenu à son poste pour un an et devient donc un employé direct du gouvernement. L'objectif qui lui est assigné est d'atteindre l'équilibre financier fin 2008 tout en poursuivant le renforcement de la capacité de production. La Jirama est en effet

contrainte de contracter avec trois opérateurs privés pour lui fournir de l'électricité. L'enjeu est capital pour le développement du pays, qui regorge de ressources minières mais qu'il ne pourra pas les transformer sur place faute de ressources énergétiques suffisantes. La crise de la Jirama dure depuis 2003. (D'après L'Express et Midi du 14/04/2007, L'Express du 18/04/2007)

**Quand les délestages aggravent la tension politique** : les coupures de courant très fréquentes dans le nord du pays ajoutent à la tension politique née du fait que la Constitution révisée exclura les métis des prochaines courses à la magistrature suprême. Ceux-ci sont nombreux dans les eux provinces du nord. Des opérateurs économiques d'Antsiranana ont été contraints de fermer leurs usines. L'opposition exploite la situation, la population et les lycéens et les étudiants descendent dans la rue pour manifester. Autre source de tension : la suspension du maire pour un mois, décidée par le Premier ministre le 14 mars, et qui vient d'être prolongée de 2 mois. La ville de Toliara est elle aussi privée d'électricité depuis quelques jours et les étudiants manifestent, 12 manifestants ont été arrêtés suite à des dégradations et des prises d'otages. Le mécontentement est aggravé par l'interdiction de l'usage du charbon de bois issu d'essences protégées. D'autres capitales provinciales sont touchées par les délestages tournants et l'approvisionnement en eau pourrait aussi être affecté. Les étudiants de Mahajanga ont rejoint le mouvement et, comme leurs collègues des autres universités de province, ils élargissent leurs revendications aux conditions d'études. L'insécurité, favorisée par l'obscurité, gagne du terrain. Les employés de la Jirama menacent de se mettre en grève et annoncent des actions d'envergure. Ils protestent notamment contre les agressions dont ils sont l'objet en raison des délestages. (D'après Tribune des 20 et 25/04/2007, L'Express des 19, 24, 25, 27 et 30/04/2007, Le Quotidien du 20/04/2007, Les Nouvelles des 25 et 27/04/2007)

**Débordements à Toliara : 5 blessés graves par balles, 25 étudiants arrêtés, 80 boutiques appartenants à des merina pillées, un grand hôtel saccagé.** La manifestation d'étudiants a viré en un meeting politique de l'opposition, suivi d'une scène de pillage. Les forces de l'ordre sont intervenues. Les délestages et la crise du charbon de bois sont à l'origine de ces incidents. Plus de 200 victimes merina ont dû se réfugier dans un camp militaire, selon le chef de province La cohabitation entre les différentes ethnies résidant sur place est régie par des pactes tacites "de non-agression", mais à la moindre étincelle, la situation se dégrade très vite. Et c'est ce qui se passe en ce moment. Les forces de l'ordre ont procédé à l'arrestation de 4 dirigeants de l'opposition locale, dont un député et un sénateur. (D'après L'Express des 28 et 30/04/2007)

**La crise énergétique débouche sur des séquestrations et des prises d'otages** : les étudiants et les manifestants de Toliara et d'Antsiranana ont inauguré de nouvelles formes de résistance en représailles aux arrestations effectuées par les forces de l'ordre dans leurs rangs. Jusqu'à présent, prises au dépourvu, les autorités et les forces de l'ordre n'ont pas trouvé les répliques conformes à la bonne gouvernance et à l'État de droit. Les délestages de la Jirama risquent d'être l'élément déterminant d'une crise dont la gestion sera difficile. (D'après Midi du 27/04/2007)

## **SANTE PUBLIQUE**

**Unitaid rapporte 228 millions d'euros à la santé publique** : la taxe de solidarité sur les billets d'avion appliquée par les compagnies aériennes de 21 pays à travers le programme Unitaid, a récolté 228 millions d'euros. Madagascar figure depuis cette année parmi les pays cotisants et bénéficiaires, au même titre que 18 autres pays africains. Ces taxes sont utilisées

pour financer l'achat de médicaments destinés à la lutte contre le Sida, le paludisme et la tuberculose. (D'après *Les Nouvelles* du 02/04/2007)

## DEGATS CYCLONIQUES

« *Pas de tsunami, mais des effets similaires* », déclare le représentant de l'Unicef : 5 cyclones depuis décembre 2006 [le 6<sup>ème</sup>, Jaya a frappé l'île à deux jours du référendum] et près de 450.000 personnes vivent dans des situations très précaires, elles manquent de tout : abris, nourriture, eau potable, médicaments, fournitures scolaires... L'Unicef, intervient dans trois domaines clé : la santé et la nutrition, l'eau, l'hygiène, l'assainissement et l'éducation. Les inondations ont causé des dégâts irréversibles sur les dizaines de milliers d'hectares de culture de riz. On craint ainsi des risques de malnutrition aiguë et l'insécurité alimentaire. L'appui nutritionnel devient un volet capital. Sans oublier les conséquences des destructions d'infrastructures (routes, établissements scolaires, moyens de communication, centres de santé, etc.). La saison cyclonique a désorganisé les livraisons de médicaments, les véhicules sont bloqués sur des routes devenues impraticables, les transports s'effectuent parfois à dos d'homme. (D'après *Midi* du 03/04/2007 et *Les Nouvelles* du 07/04/2007))

Le pape, dans son message de Pâques, a évoqué les victimes des récentes catastrophes naturelles à Madagascar. (D'après *Afp* du 08/04/2007)

La vanille fait partie des grandes victimes du passage des deux cyclones dans le nord du pays. Les estimations tablent sur une baisse de production de plus de 300 tonnes, ce qui provoquerait un manque à gagner de l'ordre de 7 millions de dollars à l'exportation. (D'après *L'Express* du 11/04/2007)

La Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge a révisé son appel d'urgence préliminaire d'un montant de 637 000 de dollars, qu'elle porte désormais à 1,6 million de dollars afin de soutenir la Croix-Rouge malgache. (D'après *Jeune Afrique* du 13/04/2007)

L'opération aérienne du Pam apporte une aide très attendue dans les régions du nord-ouest : des rotations d'hélicoptères sont programmées pour les 4 semaines à venir. 190 000 personnes ont désormais besoin d'aide humanitaire. (D'après *Nations Unies* du 24/04/2007)

---

Au 28/04/2007, 1euro = 2500 Ariary (cours pondéré)